



Bulletin d'information

*Travailleurs,
unissez-vous
Votre force
pour l'avenir*

**UNION
RÉGIONALE EST**

Saint-Benoît, le 13 juillet 2021

Préparons-nous à riposter !

De l'argent, il y en a... dans les coffres forts des grandes entreprises capitalistes. Cette masse d'argent faramineuse doit servir à payer les salaires, à maintenir les emplois !

Contre les licenciements, il nous faut imposer le partage du temps de travail entre tous, sans diminution de salaire !

Contre la baisse du pouvoir d'achat, il nous faut imposer l'échelle mobile des salaires, des retraites et des minima sociaux. Quand les prix augmentent, les salaires doivent suivre !

Travailler jusqu'à 64 ans, au lieu de 62 aujourd'hui, alors que les patrons n'embauchent plus à partir de 50 ans et que les jeunes ne trouvent pas de travail ? Il faut mettre à coup d'arrêt à ce monde de fous ! Pour des embauches partout où c'est socialement nécessaire (et pas où c'est « rentable »!). Il faut libérer les anciens épuisés par des dizaines d'années d'exploitation et embaucher massivement les jeunes pour les remplacer !

Voilà le plan que nous, militants ouvriers, devons mettre en avant pour contrer la propagande patronale et gouvernementale !

Chaque mardi, de 18 heures à 19 heures, l'Union Régionale Est de la CGTR organise une réunion ouverte aux travailleuses et travailleurs qui ont besoin de conseils pour se défendre contre les injustices dont ils sont victimes dans leurs entreprises, mais aussi destinée à leur faire comprendre la cause fondamentale de leurs malheurs, le capitalisme et son fonctionnement. Travailleurs, Travailleuses, ne restez pas isolés, rejoignez la CGTR, le syndicat qui lutte !

Macron nous a déclaré la guerre...

L'allocution de Macron lundi soir a été l'occasion pour lui de réaffirmer sa volonté de continuer à faire payer la crise aux travailleurs et aux chômeurs.

Il a en effet rappelé que si 187 000 emplois avaient été créés en un an, 300 000 avaient été supprimés pendant la même période. Au final, ce sont 113 000 travailleurs qui ont perdu leur emploi en France, et ce n'est pas terminé ! Dans la foulée et malgré cette dégradation nette de l'emploi, il a décidé de réduire drastiquement le montant des allocations chômage à partir du 1er octobre prochain.

Il a aussi réaffirmé sa volonté d'appliquer sa réforme des retraites qui doit se traduire par la suppression des 43 régimes spéciaux de retraites et le recul de l'âge de la retraite.

Enfin il a menacé les personnels soignants ne s'étant pas fait vacciner de sanctions. Son ministre de la Santé et celle du Travail envisageant même qu'elles puissent aller jusqu'au licenciement.

Faire supporter le poids de la crise par la classe ouvrière, tel est le projet, telle est la politique de Macron et de son gouvernement. Pas un mot sur les capitalistes qui se sont enrichis comme jamais en l'espace de deux ans. Pas question pour les gredins qui nous gouvernent de s'en prendre aux multi-millionnaires qui ont vu leurs fortunes augmenter de 68 % !

Non ils ont décidé de nous faire payer la crise actuelle. Ils veulent nous mettre dans la tête que notre sort est d'être toujours à court d'argent, dépendant du bon vouloir des patrons et des possédants.

À nous travailleurs de leur démontrer le contraire, qu'on ne se laissera pas faire et de leur imposer de prendre sur leurs profits éhontés pour donner un emploi, un salaire, un toit à tous !

***Si ce tract t'a plu, laisses-le partout où tu penses qu'il sera lu, surtout dans ton entreprise !
Si ou trouv sak y di ladsu lé bon, fane ali partou, surtout dann out lantropriz !***

La pression au travail s'accroît et fait « péter des câbles ».

L'accélération de l'aggravation de la crise se traduit pour les travailleurs par une situation de plus en plus insupportable physiquement et psychologiquement.

Nous recevons de plus en plus dans nos locaux de la CGTR-EST des salariés en burn-out, obligés à un suivi chez le psychiatre. Beaucoup sont arrêtés depuis des mois, finissent souvent par être reconnus handicapés.

Tous les secteurs d'activités sont concernés. Un chauffeur de bus de 61 ans raconte son calvaire : des journées de travail qui commencent à 4h45 et se terminent à 13h pour reprendre à 14h et finir à 17h, soit des journées de 11h15. L'obligation le dimanche de 07h à 19h, voire plus, de faire « les locations bus pour faire le tour de l'île » pour un salaire non déclaré de 60 euros, payés en espèces. L'obligation de rouler avec des bus non conformes (pneus usés, perte de liquide de refroidissement...) avec les voyants du tableau de bord qui éclairent rouge...

Un autre salarié qui sort d'un traitement lourd contre un cancer se retrouve licencié par une grande surface du groupe Hayot pour ne pas avoir déposé son arrêt de travail dans les temps...

Un ouvrier du BTP qui a été mis à la disposition d'une autre entreprise s'est fait mal au dos en déplaçant des grosses pierres qui auraient dû être déplacées avec un engin, attend depuis le mois de mars 2021 ses indemnités maladies pour accident de travail, car son employeur refuse de faire la déclaration d'accident à la CGSS...

Dans le service à la personne les choses ne vont pas mieux, même le personnel des crèches est mis sous pression avec des salaires de misère, des conditions de travail exécrables mettant en danger les enfants...

Malgré de multiples relances, les inspecteurs du travail ne bronchent pas, en général.

Il est de plus exigé du salarié qu'il informe son employeur de son intention de faire intervenir un inspecteur du travail, ce qui a pour effet de rendre impossible la vie du salarié.

Il est urgent d'agir contre cette dégradation de nos conditions de travail, c'est réellement une question de vie ou de mort pour certains d'entre nous.

L' « urgence » de la direction du CHU : fermer les services !

Non contente d'avoir contribué à fermer les services de chirurgie infantile à Terre Sainte et d'Urologie, la direction du CHU vient de fermer la deuxième ligne du

SMUR, « faute d'effectifs » le 5 juillet.

14 postes de soignants restent à pourvoir dans ce service, écrit le Quotidien du 13 juillet.

Qu'on ne vienne pas nous raconter qu'il ne se trouve pas de candidats médecins ou infirmiers désireux de travailler au CHU. Non ! Cette situation inacceptable est le résultat des économies criminelles de la direction du CHU et au-dessus d'elle du ministère de la Santé.

Quand deux accidents graves surviendront en même temps sur les routes de La Réunion, que conseillera de faire la direction du CHU aux équipes surbookées du SMUR ? De tirer au sort l'accidenté qui devra mourir faute de soins dispensés en urgence ?



Bangladesh : 52 nouveaux morts pour les profits

Judi 8 juillet un incendie a ravagé une usine de production alimentaire près de Dacca, la capitale du Bangladesh (pays situé au nord-est de l'Inde).

52 travailleurs y ont trouvé la mort, dont une trentaine de femmes et d'enfants âgés de 10 à 15 ans, et une cinquantaine d'autres travailleurs ont été gravement blessés en voulant échapper à la mort en se lançant du haut des étages supérieurs de l'immeuble, les portes de sortie ayant été cadenassées par le patron, ce qui les a empêchés de se réfugier sur le toit, le temps qu'arrivent les secours.

À l'annonce de ce désastre, le patron de cette usine a nié sa responsabilité et a encore trouvé l'audace d'accuser les victimes ouvrières en déclarant "Nous n'employons aucun enfant, mais si certains employés ont menti sur leur âge, nous n'y pouvons rien" et a suggéré que l'incendie pourrait être « le résultat d'une négligence de la part des ouvriers » !

Après l'effondrement du Rana Plaza en 2016 dans lequel 1315 ouvriers du prêt-à-porter ont perdu la vie, les autorités avaient "promis de meilleures mesures de sécurité". Il n'en a rien été. Ces deux dernières décennies, au moins 2000 employés ont péri dans 26 incendies dans des usines bangladaises, d'après l'Organisation internationale du travail (OIT)... pour engraisser les capitalistes bangladais, et ceux des pays riches qui achètent leurs productions à vils prix !